

27 juin 2019

(19-4353)

Page: 1/8

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

DEMANDE DE DÉROGATION**LOI RELATIVE AU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DU BASSIN DES CARAÏBES
(LA CBERA TELLE QUE MODIFIÉE)**

La communication ci-après, datée du 27 juin 2019, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

**ARRANGEMENTS COMMERCIAUX SPÉCIAUX DES ÉTATS-UNIS EN FAVEUR
DES PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE ET DES CARAÏBES**

Conformément à l'article IX:3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC), les États-Unis demandent par la présente aux Membres de proroger la dérogation existante aux obligations qui leur incombent au titre du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et des paragraphes 1 et 2 de l'article XIII du GATT de 1994, pour leur permettre d'accorder la franchise de droits pour les produits admissibles originaires des pays et territoires d'Amérique centrale et des Caraïbes bénéficiaires ("pays bénéficiaires") désignés conformément aux dispositions de la Loi de 1983 relative au redressement économique du bassin des Caraïbes, telle que modifiée par la Loi de 1990 relative à la poursuite du redressement économique du bassin des Caraïbes (CBERA).¹ Les États-Unis demandent aux Membres de proroger la dérogation jusqu'au 30 septembre 2025, dans la mesure nécessaire pour leur permettre d'accorder un traitement tarifaire préférentiel pour les produits admissibles originaires des pays bénéficiaires désignés conformément aux dispositions de la CBERA telle qu'elle a été modifiée par la Loi des États-Unis sur le partenariat commercial avec le bassin des Caraïbes, la Loi de 2006 sur l'amélioration des débouchés panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats ("Loi HOPE"), la Loi de 2008 sur l'amélioration des débouchés panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats ("HOPE II"), la Loi de 2010 sur le programme de relèvement économique d'Haïti ("Loi HELP") (la "CBERA telle que modifiée"), et la Loi de 2015 sur la reconduction des préférences commerciales.

1 DESCRIPTION DE LA MESURE

La Loi des États-Unis sur le partenariat commercial avec le bassin des Caraïbes (CBTPA), promulguée en tant que titre II de la Loi de 2000 sur le commerce extérieur et le développement (Public Law 106-200) et modifiée par l'article 3107 de la Loi de 2002 sur le commerce extérieur (Public Law 107-210), l'article 1558 de la Loi de 2004 sur diverses rectifications d'ordre commercial et technique (Public Law 108-429) et l'article 15408 de la Loi de 2008 sur l'alimentation, la conservation et l'énergie, modifie la CBERA² en prévoyant un traitement tarifaire préférentiel pour des produits additionnels originaires d'un pays que le Président a désigné comme étant admissible au bénéfice des avantages de la CBTPA.³ Par ailleurs, la Loi de 2006 sur l'amélioration des débouchés

¹ Voir Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes, Prorogation de dérogation, Décision du 5 mai 2015 (WT/L/950).

² Le programme initial de la CBERA est décrit de façon plus détaillée dans la Demande de prorogation de la dérogation (G/L/25), qui figure parmi les renseignements déjà présentés par les États-Unis sur le programme CBERA dans le document G/C/W/508/Add.1.

³ Conformément à l'article 212 b) de la CBERA telle que modifiée (19 U.S.C. § 2702 b)), l'"Amérique centrale et les Caraïbes" désignant les pays suivants ou toutes entités politiques ayant succédé à ces pays:

panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats ("Loi HOPE"), telle que modifiée par la Loi de 2008 sur l'amélioration des débouchés panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats ("HOPE II"), promulguée en tant que titre VI, sous-titre D, partie I de la Loi de 2008 sur l'alimentation, la conservation et l'énergie (P.L.110-246) ("Loi HOPE telle que modifiée"), et la Loi de 2010 sur le programme de relèvement économique d'Haïti ("Loi HELP") modifient la CBERA de manière qu'Haïti soit admissible au bénéfice d'avantages commerciaux supplémentaires. Le texte de la CBERA telle que modifiée figure en annexe I.

Précisément, l'article 213 b) 2) de la CBERA telle que modifiée (19 U.S.C. § 2703 b) 2)) prévoit la franchise de droits pour les vêtements assemblés dans les pays bénéficiaires admissibles à partir: 1) de tissus faits aux États-Unis à partir de filés des États-Unis et coupés, teints et finis aux États-Unis; 2) d'éléments tricotés en forme aux États-Unis à partir de filés des États-Unis; 3) de tissus faits aux États-Unis à partir de filés des États-Unis et teints et finis aux États-Unis, mais coupés dans la région, et cousus avec du fil des États-Unis; et 4) d'une combinaison de tissus faits aux États-Unis à partir de filés des États-Unis et teints et finis aux États-Unis, mais coupés dans la région, et des éléments tricotés en forme aux États-Unis à partir de filés des États-Unis et cousus avec du fil des États-Unis. Sous réserve d'une limite quantitative, la CBERA telle que modifiée prévoit également la franchise de droits pour certains vêtements tricotés qui ont été coupés et assemblés dans les pays bénéficiaires admissibles à partir de tissus faits dans la région ou aux États-Unis à partir de filés des États-Unis, ou les vêtements (autres que les chaussettes) tricotés en forme dans les pays bénéficiaires admissibles à partir de filés des États-Unis. Une limite quantitative distincte est prévue pour les tee-shirts (autres que les sous-vêtements) faits dans les pays bénéficiaires admissibles à partir de tissus faits dans la région à partir de filés des États-Unis. En outre, la CBERA telle que modifiée prévoit la franchise de droits pour les produits suivants: 1) certains soutiens-gorge et bustiers; 2) vêtements faits à partir de tissus ou de filés provenant de tierces parties, s'il est déterminé que l'offre de ces intrants est insuffisante aux États-Unis; 3) certains bagages en matières textiles; et 4) textiles ou vêtements tissés à la main, faits à la main ou relevant du folklore.

En outre, l'article 213 b) 3) de la CBERA telle que modifiée (19 U.S.C. § 2703 b) 3)) accorde un traitement tarifaire équivalant à celui qui est accordé au Mexique au titre de l'Accord de libre-échange nord-américain pour certains produits autres que les textiles et certains vêtements⁴, et la franchise de droits pour quatre types de chaussures en caoutchouc.⁵ L'article 213 a) 6) de la CBERA telle que modifiée (19 U.S.C. § 2703 a) 6)) prévoit également la franchise de droits pour certaines boissons produites au Canada à partir de rhum produit dans les pays bénéficiaires de la CBERA.

La Loi HOPE telle que modifiée (article 213a de la CBERA) prévoit que les importations de vêtements en provenance d'Haïti entrent aux États-Unis en franchise de droits si le "pourcentage applicable" de la valeur des intrants et/ou des coûts de transformation est assumé par un ou plusieurs des pays suivants: Haïti, les États-Unis, les pays partenaires d'un accord de libre-échange des États-Unis ou

Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Montserrat, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago.

Le Président a désigné les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes suivants comme pays bénéficiaires à la fois de la CBERA et de la CBTPA: Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago. Les articles 212 et 213 b) 5) B) de la CBERA modifiée (19 U.S.C. §§ 2702, 2703 b) 5) B)) décrivent les critères d'admissibilité auxquels les pays doivent satisfaire pour être désignés comme pays bénéficiaires de la CBERA ou de la CBTPA.

Néanmoins, pour être admissibles au bénéfice des avantages accrus de la CBTPA, les pays bénéficiaires de la CBTPA doivent mettre en œuvre et suivre (ou faire des progrès substantiels dans cette voie) certaines procédures et prescriptions douanières décrites à l'article 213 b) 4) de la CBERA telle que modifiée (19 U.S.C. § 2703 b) 4)). Les pays bénéficiaires ci-après sont actuellement admissibles au bénéfice des avantages accrus de la CBTPA: Barbade, Belize, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago.

La Loi de 2010 sur le programme de relèvement économique d'Haïti ("Loi HELP")(P.L. 111-171) a prorogé les avantages accrus de la CBTPA jusqu'au 30 septembre 2020.

⁴ Ces produits sont: 1) certaines chaussures; 2) certaines conserves de thon; 3) certains produits pétroliers; 4) certaines montres et pièces détachées pour montres; et 5) certains sacs à main, articles de voyage, produits plats, gants de travail et vêtements en cuir.

⁵ En ce qui concerne les chaussures, il est à noter que l'article 1558 de la Loi de 2004 sur diverses rectifications d'ordre commercial et technique a modifié l'article 213 b) de la CBERA de façon à réduire le nombre de types de chaussures non admissibles au bénéfice de la franchise de droits.

les pays partenaires du programme de préférences régionales. De plus, la Loi HOPE telle que modifiée prévoit la franchise de droits pour certains vêtements s'ils sont importés directement d'Haïti ou de la République dominicaine, à condition qu'Haïti et la République dominicaine élaborent des procédures en vue d'empêcher les réexpéditions. Par ailleurs, la Loi HOPE telle que modifiée supprime pour une durée de trois ans les droits de douane applicables à une certaine quantité d'importations de vêtements autres qu'en bonneterie en provenance d'Haïti faits à partir de tissus produits n'importe où dans le monde. En outre, la Loi permet d'appliquer le traitement en franchise de droits à tout vêtement relevant de la position 6212.10 du SH (certains soutiens-gorge et bustiers), si l'article est à la fois coupé et cousu ou autrement assemblé en Haïti ou aux États-Unis, ou dans les deux pays, quelle que soit la source du tissu ou des composants à partir desquels l'article est fabriqué. Enfin, la Loi HOPE telle que modifiée prévoit que les faisceaux de câblage pour automobile importés d'Haïti qui contiennent au moins 50% en valeur de matières produites en Haïti, aux États-Unis ou dans un pays partenaire d'un accord de libre-échange des États-Unis ou dans les pays bénéficiaires du programme de préférences régionales, sont admis à bénéficier de traitement en franchise de droits. Toujours en vertu de la Loi HOPE telle que modifiée, un programme de surveillance de l'Organisation internationale du travail est instauré et le Président doit établir certaines procédures en vue de veiller à ce qu'Haïti et les différents producteurs satisfassent aux critères d'admissibilité.

En mai 2010, le Président a signé la Loi HELP élargissant les préférences existantes pour les vêtements et établissant de nouvelles préférences pour certains produits textiles autres que les vêtements. La Loi HELP a élargi et prorogé les programmes de préférences en cours au titre des Lois HOPE et HOPE II, et a établi de nouvelles préférences selon lesquelles un traitement en franchise de droits illimité est accordé pour certains vêtements tricotés et certains produits textiles autres que les vêtements, entièrement assemblés ou tricotés en forme, en Haïti, à partir de tissus ou d'éléments de toute provenance.

En vertu de l'article 212 e) de la CBERA telle que modifiée (19 U.S.C. § 2702 e)), le Président peut, dans certaines circonstances, retirer ou suspendre la désignation de tout pays comme pays bénéficiaire, et peut également retirer, suspendre ou limiter l'application du traitement préférentiel à tout article de tout pays bénéficiaire. La CBERA telle que modifiée n'altère pas les avantages que les États-Unis offrent à d'autres pays en développement dans le cadre de leur programme au titre du Système généralisé de préférences (SGP).

Les avantages accordés au titre de la CBERA initiale sont permanents. Les avantages additionnels prévus par la CBTPA courent jusqu'au 30 septembre 2020, ou jusqu'à ce qu'entre en vigueur l'accord instituant la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) ou tout autre accord de libre-échange entre les États-Unis et le pays bénéficiaire, la première de ces dates étant retenue.⁶ En outre, certains avantages autorisés par la Loi HOPE telle que modifiée sont prévus pour Haïti jusqu'au 30 septembre 2025.

2 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE LA MESURE

La CBERA telle que modifiée vise à aider les pays du bassin des Caraïbes à développer leur économie et à diversifier leurs exportations. Elle facilite la réalisation de ces objectifs en créant des possibilités d'expansion des échanges entre les États-Unis et les pays bénéficiaires, favorisant ainsi les possibilités économiques et la croissance de la région. Elle a également pour objet d'assurer plus de stabilité, de renforcer la sécurité, de réduire l'immigration illégale et d'améliorer la coopération régionale pour ce qui est des efforts visant à lutter contre le trafic de drogue. Elle est également

⁶ En vertu de l'article 201 a) 3) B) de la Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange République dominicaine-Amérique centrale-États-Unis, trois exceptions s'appliquent au retrait du statut de bénéficiaire de la CBERA ou de la CBTPA; les États-Unis continueront de considérer les pays de l'ALEAC-RD comme des pays bénéficiaires: 1) pour empêcher la Commission du commerce international de cumuler les importations au titre de la CBERA dans les enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs conformément à l'article 771 7) G) ii) III) de la Loi douanière de 1930 (19 U.S.C. 1677 7) G) ii) III)); 2) afin de mettre en œuvre le traitement en franchise de droits pour certains alcools éthyliques visés au paragraphe 12 de l'Appendice I des Notes générales de la Liste des États-Unis au titre de l'Annexe 3.3 de l'Accord; et 3) aux fins des déductions fiscales pour voyages d'affaires dans des pays bénéficiaires de la CBERA. En outre, les pays bénéficiaires actuels de la CBERA et de la CBTPA pourront continuer à comptabiliser les intrants en provenance d'anciens bénéficiaires pour pouvoir prétendre aux avantages de la CBERA et de la CBTPA.

conçue pour contribuer à stabiliser les économies de la région après les ouragans dévastateurs survenus en 1998, 2004, 2008 et 2017.

3 CIRCONSTANCES JUSTIFIANT LA DÉROGATION

Les États-Unis sont résolus à travailler en partenariat avec leurs proches voisins du bassin des Caraïbes afin d'y améliorer les conditions de vie et d'accroître les possibilités économiques par une plus grande intégration économique. Dans ce cadre, les pays du bassin des Caraïbes ont entrepris de renforcer l'orientation de leurs politiques en vue de promouvoir la croissance économique et de diversifier leurs exportations. La CBERA telle que modifiée est une contribution essentielle des États-Unis à l'action menée dans le cadre de ce partenariat pour parvenir à une plus grande intégration économique.

Les États-Unis sont préoccupés par la grande pauvreté et la forte instabilité qui perdurent dans les pays voisins des Caraïbes, et en particulier en Haïti. Les perspectives économiques de ces petits pays sont encore compliquées par la vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les ouragans de grande ampleur qui ont frappé ces dernières années le bassin des Caraïbes. Pour y faire face, l'extension et l'accroissement récents des avantages conférés par la CBERA telle que modifiée par la CBTPA et les Lois HOPE, HOPE II et HELP visent à accroître encore les possibilités économiques et à contribuer à la stabilité et à la prospérité de la région.

Nous constatons qu'Haïti, voisin des États-Unis, est le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental et l'un des plus enclins à l'instabilité économique et politique. Le 12 janvier 2010, un puissant séisme a provoqué des dégâts catastrophiques à l'intérieur et aux alentours de la capitale, Port-au-Prince, causant environ 100 000 morts, déplaçant plus de 1,5 million de personnes et touchant plus de 3 millions d'individus. En octobre 2010, une épidémie de choléra est venue aggraver les conséquences du séisme. Les États-Unis se sont efforcés de répondre à la situation d'urgence humanitaire qui a suivi le tremblement de terre, de soutenir les projets de redressement et de poser les fondements de la reconstruction et du développement à long terme. Un élément important de cette stratégie globale est la création d'emplois et une vision à long terme pour renforcer les capacités des institutions publiques haïtiennes; ainsi que les institutions des petites économies de la région.

Les États-Unis sont attachés à une stratégie qui renforcera la croissance économique, la sécurité, la bonne gouvernance et le leadership en créant un climat dans lequel les investisseurs seront disposés à prendre des risques et à créer des emplois en Haïti et dans la région du bassin des Caraïbes. Dans cette optique, l'octroi d'une dérogation pour offrir à Haïti et à la région des avantages accrus au titre de la CBERA telle que modifiée est une étape déterminante pour consolider la perspective d'un avenir stable.

4 CONCLUSION

Conformément à l'article IX:3 de l'Accord sur l'OMC, les États-Unis demandent aux Membres de proroger la dérogation existante aux obligations qui leur incombent au titre du paragraphe 1 de l'article premier et des paragraphes 1 et 2 de l'article XIII du GATT de 1994, pour leur permettre d'accorder la franchise de droits pour les produits admissibles originaires des pays bénéficiaires désignés conformément aux dispositions de la CBERA. Les États-Unis demandent aux Membres de proroger la dérogation jusqu'au 30 septembre 2025, dans la mesure nécessaire pour leur permettre d'accorder un traitement tarifaire préférentiel pour les produits admissibles originaires des pays bénéficiaires désignés conformément aux dispositions de la CBERA telle que modifiée. Un projet de décision d'octroi de dérogation est joint pour examen.

Les États-Unis demandent au Conseil du commerce des marchandises d'examiner sans tarder la présente demande de dérogation et de lui réserver un accueil favorable. En attendant, ils engageront sans tarder des consultations avec tout Membre intéressé qui leur en fera la demande à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait du traitement préférentiel accordé au titre de la CBERA telle que modifiée.

**ÉTATS-UNIS – LOI RELATIVE AU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE
DU BASSIN DES CARAÏBES****PROROGATION DE DÉROGATION***Projet de décision du ... 2019⁷*

Le Conseil général,

Exerçant les fonctions de la Conférence ministérielle dans l'intervalle entre les réunions, conformément au paragraphe 2 de l'article IV de l'Accord sur l'OMC,

Eu égard aux paragraphes 1, 3 et 4 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (l'"Accord sur l'OMC"), aux Directives concernant l'examen des demandes de dérogation, adoptées le 1^{er} novembre 1956 (IBDD, S5/25) et au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "Mémoire d'accord"),

Prenant note de la demande présentée par les États-Unis, conformément au paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à l'effet d'obtenir une prorogation de la dérogation existante⁸ aux obligations qui leur incombent au titre du paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994") et des paragraphes 1 et 2 de l'article XIII du GATT de 1994, pour leur permettre d'accorder la franchise de droits pour les produits admissibles originaires des pays et territoires bénéficiaires d'Amérique centrale et des Caraïbes (les "pays bénéficiaires") désignés conformément aux dispositions de la Loi de 1983 relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes, telle que modifiée par la Loi de 1990 relative à la poursuite du redressement économique du Bassin des Caraïbes (la "CBERA"), en prorogeant la dérogation jusqu'au 30 septembre 2025, dans la mesure nécessaire pour leur permettre d'accorder un traitement tarifaire préférentiel pour les produits admissibles originaires des pays bénéficiaires désignés conformément aux dispositions de la CBERA, telle que modifiée par la Loi des États-Unis sur le partenariat commercial avec le Bassin des Caraïbes, la Loi de 2006 sur l'amélioration des débouchés panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats la Loi de 2008 sur l'amélioration des débouchés panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats, la Loi de 2010 sur le programme de relèvement économique d'Haïti (la "CBERA telle que modifiée"), et la Loi de 2015 sur la reconduction des préférences commerciales.

Tenant compte de la Décision ministérielle sur les mesures en faveur des pays les moins avancés, adoptée à Marrakech le 15 avril 1994,

Tenant compte également de la Décision de 1979 relative au traitement différencié et plus favorable, à la réciprocité et à la participation plus complète des pays en voie de développement et de la Décision de 1994 sur les mesures en faveur des pays les moins avancés,

Tenant compte également du fait que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 ont accordé aux États-Unis une dérogation à leurs obligations découlant du paragraphe 1 de l'article premier le 15 février 1985⁹, pour la période allant du 1^{er} janvier 1984 au 30 septembre 1995, et que les Membres ont prorogé la dérogation, le 15 novembre 1995¹⁰ en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 jusqu'au 30 septembre 2005, le 29 mai 2009¹¹ jusqu'au 31 décembre 2014, et que les Membres ont prorogé la dérogation en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994 et en ont élargi la portée aux paragraphes 1 et 2 de l'article XIII du GATT de 1994 le 5 mai 2015 jusqu'au 31 décembre 2019, dans la mesure nécessaire pour permettre aux États-Unis d'accorder la franchise de droits à

⁷ Adopté conformément aux procédures de prise de décisions au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général en novembre 1995 (WT/L/93).

⁸ Document WT/L/753.

⁹ (IBDD, S31/20).

¹⁰ Document WT/L/104.

¹¹ Document WT/L/753.

l'importation des produits admissibles originaires des pays bénéficiaires désignés conformément aux dispositions de la CBERA,

Considérant que la Loi des États-Unis sur le partenariat commercial avec le Bassin des Caraïbes (la "CBTPA"), la Loi de 2006 sur l'amélioration des débouchés panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats, la Loi de 2008 sur l'amélioration des débouchés panaméricains d'Haïti par l'encouragement de partenariats et la Loi de 2010 sur le programme de relèvement économique d'Haïti élargissent les préférences que les États-Unis accordent au titre de la CBERA,

Considérant en outre la situation exceptionnelle des pays bénéficiaires de la CBERA et de la CBTPA, ainsi que l'objectif déclaré de la CBERA telle que modifiée, qui est d'appuyer le développement et le redressement des pays du Bassin des Caraïbes au plan commercial et économique en encourageant l'expansion de la capacité de production de ces pays compte tenu de l'accès plus libéral et des nouvelles possibilités d'échanges commerciaux,

Considérant en outre que le traitement préférentiel prévu par la CBERA telle que modifiée vise à promouvoir l'expansion des échanges commerciaux et le développement économique des pays bénéficiaires d'une manière compatible avec les objectifs énoncés aux paragraphes 1, 2 et 3 du Préambule de l'Accord sur l'OMC,

Considérant en outre que le traitement préférentiel accordé au titre de la CBERA telle que modifiée n'altérera pas les avantages accordés aux autres pays en développement dans le cadre du Schéma de préférences généralisées des États-Unis,

Considérant, en outre, que la franchise de droits prévue par la CBERA ne saurait porter préjudice aux intérêts des autres Membres ne bénéficiant pas de ce régime et que son application ne devrait pas entraîner un détournement d'échanges notable au détriment des importations américaines des produits visés en provenance de Membres ne figurant pas parmi les bénéficiaires,

Considérant que la franchise de droits accordée par le gouvernement des États-Unis en vertu de la CBERA ne constituera pas une entrave à l'abaissement ni à l'élimination des droits de douane et autres restrictions aux échanges sur la base du traitement de la nation la plus favorisée,

Notant les assurances données par les États-Unis selon lesquelles ils engageront sans tarder des consultations, sur demande, avec tout Membre intéressé au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait du traitement préférentiel accordé au titre de la CBERA telle que modifiée,

Décide ce qui suit au vu de ces circonstances exceptionnelles:

1. Sous réserve des modalités et conditions énoncées ci-après, il sera dérogé au paragraphe 1 de l'article premier et aux paragraphes 1 et 2 de l'article XIII du GATT de 1994 jusqu'au 30 septembre 2025, dans la mesure nécessaire pour permettre aux États-Unis d'accorder un traitement tarifaire préférentiel pour les produits admissibles originaires des pays bénéficiaires désignés conformément aux dispositions de la CBERA telle que modifiée.
2. Les États-Unis soumettront au Conseil général un rapport annuel sur la mise en œuvre des dispositions de la CBERA relatives au commerce en vue de faciliter le réexamen annuel prévu au paragraphe 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC. Les États-Unis notifieront sans tarder au Conseil général toute mesure en rapport avec le commerce prise au titre de la CBERA, en particulier toute modification de la liste des pays bénéficiaires ainsi que tout changement envisagé de la liste des produits visés ou des modalités du régime de franchise, et lui communiqueront tous les renseignements qu'ils jugeront appropriés au sujet de ces mesures. Les États-Unis procéderont à des consultations concernant toute modification qu'ils envisageront d'apporter à la liste des produits visés.
3. Cette franchise de droits sera conçue pour faciliter et promouvoir le commerce des pays bénéficiaires et non pour élever des obstacles ou créer des difficultés indues au commerce de tous autres Membres.
4. Les États-Unis engageront sans tarder des consultations, sur demande, avec tout Membre intéressé au sujet de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait du traitement préférentiel

accordé au titre de la CBERA telle que modifiée. Si un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui du GATT de 1994 risque d'être ou est indûment compromis du fait de ladite mise en œuvre, la consultation portera sur la possibilité d'une action en vue du règlement satisfaisant de la question.

5. La présente décision n'affecte pas les droits des Membres tels qu'ils sont définis dans le Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994.

ANNEX I

PUBLIC LAW 114-27

Trade Preferences Extension Act of 2015

TITLE III--EXTENSION OF PREFERENTIAL DUTY TREATMENT PROGRAM FOR HAITI

SEC. 301. EXTENSION OF PREFERENTIAL DUTY TREATMENT PROGRAM FOR HAITI.

Section 213A of the Caribbean Basin Economic Recovery Act (19 U.S.C. 2703a) is amended as follows:

(1) Subsection (b) is amended as follows:

(A) Paragraph (1) is amended--

(i) <<NOTE: Time periods.>> in subparagraph (B)(v)(I), by amending item (cc) to read as follows:

"(cc) 60 percent or more during the 1-year period beginning on December 20, 2017, and each of the 7 succeeding 1-year periods."; and

(ii) in subparagraph (C)--

(I) in the table, by striking "succeeding 11 1-year periods" and inserting "16 succeeding 1-year periods"; and

(II) by striking "December 19, 2018" and inserting "December 19, 2025".

(B) Paragraph (2) is amended--

(i) in subparagraph (A)(ii), by striking "11 succeeding 1-year periods" and inserting "16 succeeding 1-year periods"; and

(ii) in subparagraph (B)(iii), by striking "11 succeeding 1-year periods" and inserting "16 succeeding 1-year periods".

(2) Subsection (h) is amended by striking "September 30, 2020" and inserting "September 30, 2025".
